



Au service  
des peuples  
et des nations

## APPEL A PROPOSITION (RFP)

A TOUS LES BUREAUX D'ETUDES / CABINETS SPECIALISES DANS LA MICROFINANCE	DATE : <b>19 mars 2018</b>
	REFERENCE : 002/TCD10/03/2018/RFP

Chers Messieurs / Mesdames:

Vous êtes invités à soumettre votre proposition pour l'étude de faisabilité du fonds de développement local (FDL), du fonds d'innovation financière (FIF) et du fonds de refinancement et de garantie (FRG).

Veillez consulter les annexes suivantes pour les besoins de la préparation de votre soumission :

- Annexe I : description des exigences du PNUD
- Annexe II : les termes de références (TDRs)
- Annexe III : formulaire de présentation de la soumission du fournisseur de services
- Annexe IV : Conditions générales.
- Annexe V : critères d'évaluation des offres techniques

Les soumissions peuvent être déposées jusqu'au **lundi 02 avril 2018 à 15 h 00, heure de N'Djamena, au plus tard, sous pli fermé, dans l'urne située à la guérite des agents de sécurité/PNUD.**

Elles doivent comprendre une soumission technique et une soumission financière, chacune dans deux enveloppes séparées indiquant :

1. le nom du soumissionnaire suivi de la mention « offre technique »
2. le nom du soumissionnaire suivi de la mention « offre financière »

Les deux enveloppes, insérées dans une grande enveloppe portant la mention « Soumission Etude de faisabilité du fonds de développement local (FDL), du fonds d'innovation financière (FIF) et du fonds de refinancement et de garantie (FRG)– A n'ouvrir qu'en Commission » doivent être déposées à l'adresse suivante :

**Programme des Nations Unies pour le Développement  
Farcha, Rondpoint de la Francophonie, Avenue Nelson Mandela  
B.P. 906 N'Djamena, Tchad.**

La soumission doit être écrite **en Français**, et être valable pour une période minimale de **120 jours**.

Dans la préparation de votre proposition, il est de votre responsabilité de vous assurer qu'elle atteigne l'adresse indiquée ci-dessus au plus tard à la date limite de dépôt. Les propositions reçues au PNUD après la date limite de dépôt indiquée ci-dessus, peu importe la raison, ne seront pas considérées pour une évaluation.

# Programme des Nations Unies pour le développement



Au service  
des peuples  
et des nations

Si vous soumettez votre proposition par courriel, prière de vous assurer qu'elle est signée et en format PDF, et sans infection de virus ou fichier incomplet.

Les Services proposés doivent être revus et évalués sur base de conformité complète de la proposition vis-à-vis des besoins exprimés dans la demande de proposition (RFP) et toutes les annexes fournissant des détails des exigences du PNUD.

La proposition qui répond à tous les besoins, qui correspond à tous les critères d'évaluation et qui offre le meilleur rapport qualité/prix sera sélectionnée et adjugée. Toute offre qui n'est pas conforme aux exigences sera rejetée.

Toute incohérence entre le prix unitaire et le prix total sera recalculée par le PNUD ; le prix unitaire prédominera et le prix total sera ainsi corrigé. Si le fournisseur n'accepte pas le prix total final corrigé, sa proposition sera rejetée.

Aucune variation du prix due à une détérioration du marché, inflation, fluctuation des taux de change, ou tout autre facteur du marché ne pourra être acceptée par le PNUD après la réception de la proposition. Au moment de l'attribution du contrat ou du bon de commande, le PNUD se réserve le droit de varier (augmenter ou diminuer) la quantité de services et/ou biens, par un maximum de vingt-cinq pour cent (25%) du total de l'offre, sans aucune modification du prix unitaire ou autres termes et conditions.

Tout contrat ou bon de commande résultant de cette demande de proposition (RFP) est assujéti aux Conditions et Termes Généraux attachés à celle-ci. Le fait de la soumission d'une proposition implique que le fournisseur accepte sans question les Conditions et Termes Généraux du PNUD attachés à celle-ci en Annexe 3.

Prière de noter que le PNUD n'est pas obligé d'accepter toute proposition, ni d'attribuer un contrat ou un bon de commande, ni être tenu responsable pour tout coût associé à la préparation et soumission d'une proposition par des fournisseurs de service, peu importe le résultat ou la manière dont le processus de sélection est conduit.

La procédure de protestation pour un fournisseur du PNUD vise à donner une opportunité de réclamation pour les personnes ou les entreprises auxquelles, il n'a pas été attribué un bon de commande ou un contrat dans un processus compétitif d'achat. Au cas où vous croyez que vous n'avez pas été traité justement, vous pouvez trouver des informations détaillées sur la procédure de protestation par un fournisseur dans le lien suivant :

<http://www.undp.org/content/undp/en/home/operations/procurement/protestandsanctions/>

Le PNUD encourage tout fournisseur de service potentiel à prévenir et éviter les conflits d'intérêt, en révélant au PNUD si vous, ou chacun de vos affiliés ou personnel, étiez impliqué dans la préparation des besoins, conception, estimation des coûts, ou autre information utilisée dans cette demande de proposition (RFP).

Le PNUD applique la tolérance zéro sur les fraudes et autres pratiques prohibées ; il s'est engagé à prévenir, identifier et à éviter de tels actes et pratiques contre le PNUD et aussi les tiers impliqués dans les activités du PNUD. Le PNUD attend de ses Fournisseurs de service le respect du Code de Conduite des Fournisseurs des Nations Unies trouvé dans ce lien :

[http://www.un.org/depts/ptd/pdf/conduct\\_english.pdf](http://www.un.org/depts/ptd/pdf/conduct_english.pdf)

Nous vous remercions et attendons de recevoir votre proposition.

Cordialement,  
*Mbataingar Teloumbaye*  
Associé à l'Administration

## Description des Besoins

Contexte des besoins	<p>Au cours de ces cinq dernières années, le Tchad a connu une amélioration de son indice de développement humain estimé à 0,392 en 2015 tandis que son indice de pauvreté multidimensionnelle (IPM) demeure élevé (62,7% en 2015) avec 67,8% de la population vivant dans une extrême pauvreté multidimensionnelle. Cette pauvreté, qui atteint 87% dans les zones rurales, est caractérisée par le faible développement local, la quasi inexistence d'infrastructures de base adaptées pour la dynamisation du secteur privé et de l'économie locale, le faible accès des populations aux services sociaux de base. Cette population vit dans l'insécurité alimentaire, le chômage et le sous-emploi principalement les femmes et les jeunes dont la quasi-totalité a des difficultés d'accès aux services financiers. Ce faible indice de développement humain place le Tchad à la 185ème place sur 188 pays en 2015 et explique la non atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement à l'échéance de 2015.</p> <p>Les revues annuelles du Programme National de Développement (2013-2015), l'évaluation finale des OMD et les analyses structurelles dans le cadre de la vision 2030 montrent qu'il y a des défis importants suivants à relever : (i) l'amélioration du climat de sécurité et de cohésion sociale ; (ii) le renforcement des systèmes de gouvernance des institutions administratives et républicaines ; (iii) la diversification des sources de création de richesses en vue de réduire la dépendance vis-à-vis du secteur pétrolier ; (iv) la gestion durable de l'environnement ;(v) le développement du capital humain et le renforcement des systèmes de protection sociale.</p> <p>Ces faibles performances socioéconomiques du Tchad nécessitent la mise en œuvre de stratégie adaptée pour faciliter l'atteinte des objectifs sociaux, économiques et environnementaux du développement durable à l'échéance de 2030. Cela suppose que les causes profondes (les racines), les causes sous-jacentes et les causes immédiates du niveau élevé de pauvreté des populations sont identifiées et que des solutions pertinentes à long, moyen et court termes sont opérationnalisées.</p> <p>L'inclusion financière et le développement local ont fortement contribué à l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) dans de nombreux pays, notamment en Asie, en aidant des personnes vivant dans</p>
----------------------	--



Au service  
des peuples  
et des nations

	<p>l'extrême pauvreté à améliorer progressivement leur situation socio-économique.</p> <p>C'est dans cette perspective que le Gouvernement du Tchad avec l'appui du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) met en œuvre le Programme d'Appui au Développement Local et à la Finance Inclusive au Tchad (PADLFIT). Son objectif global étant la promotion de l'économie locale et l'amélioration de l'accès aux services financiers pour les ménages vivant dans la pauvreté et l'extrême pauvreté en vue de développer des activités économiques intégratrices (production agro-sylvo-pastorale et halieutique, conservation, transformation, commercialisation, artisanat, petits métiers, micro entreprise, PME/PMI) et créatrices d'emplois à forte valeur ajoutée pour l'amélioration de leurs revenus et leur inclusion sociale.</p> <p>Le PADLFIT vise à promouvoir le développement économique local et l'accès aux services financiers et non financiers (épargne, crédit, transfert d'argent, assurance, formations) de toute la population, particulièrement des couches défavorisées telles que les femmes et les jeunes habitant dans les localités rurales, enclavées et éloignées, car l'amélioration durable de leurs conditions de vie sur les plans de la sécurité alimentaire, de la santé, de l'éducation, de l'habitat, de l'accès à l'eau potable et à une vie décente protectrice de l'environnement est fortement dépendante de l'amélioration de leurs revenus et de leurs capacités à gérer leurs ressources limitées de manière efficiente.</p> <p>Il ressort des diverses études réalisées dans les secteurs du développement local et de la microfinance que les prestataires de services financiers n'ont pas les ressources nécessaires pour le financement de leurs membres/clients particulièrement les besoins financiers à moyen et long termes des collectivités territoriales décentralisées, des micros, petites et moyennes entreprises (MPME). C'est pour pallier cette situation que le PADLFIT se propose d'appuyer la création et le développement d'un Fonds de Développement Local, d'un Fonds d'Innovation Financière (FIF) et d'un Fonds de Refinancement et de Garantie (FRG) pour assurer progressivement l'inclusion financière et sociale des groupes cibles et de la population dans son ensemble. Le présent appel à proposition vise à recruter un Bureau d'Etudes pour la réalisation de l'étude de faisabilité en vue de la mise en place et de la synergie de ces trois fonds.</p>
Partenaires d'Implémentation du PNUD	<i>Ministère de la Formation Professionnelle et des Petits Métiers à N'Djamena</i>
Brève description des Services sollicités <sup>1</sup>	<p>Les principaux résultats attendus de cet appui sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Un état des lieux des besoins en financement des collectivités locales, des prestataires de services financiers et des MPME mettant en</li> </ul>

<sup>1</sup>Les TDR détaillés peuvent être attaché si les informations fournies dans cette annexe ne sont suffisantes pour décrire complètement la nature des travaux et autres détails des besoins.



	<p>exergue les opportunités économiques, les domaines couverts, l'objet, les montants, la durée, les taux, les contraintes est fait;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les mécanismes de fonctionnement des trois fonds sont décrits ;</li> <li>• Les scenarii pour le développement de synergie et la coordination des trois fonds sont élaborés</li> <li>• Le processus de mise en place (plan d'action opérationnel avec un calendrier précis) des trois fonds est présenté ;</li> <li>• Le cadre de suivi-évaluation et contrôle des trois fonds est décrit ;</li> <li>• Les facteurs de risques des trois fonds sont analysés avec les mesures d'atténuation ;</li> <li>• Les orientations majeures sur les facteurs clés de succès des trois fonds sont proposées.</li> </ul> <p>Voir Annexe 2 pour les détails (TDR).</p>
Liste et Description des résultats attendus (réalisations)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le rapport provisoire de l'étude de faisabilité comprenant les résultats attendus au plus tard six (6) jours après la mission de terrain;</li> <li>• Le rapport final de l'étude de faisabilité comprenant les résultats attendus au plus tard cinq (5) jours après la réception des projets commentés.</li> </ul> <p>Voir Annexe 2 pour les détails (TDR).</p>
La Personne qui Supervisera les travaux/Performance du Fournisseur de Service	<i>Le Spécialiste Technique Principal du Programme d'Appui au Développement Local et à la Finance Inclusive au Tchad (PADLFIT).</i>
Fréquence de rapports	<i>Un rapport provisoire et un rapport final après l'atelier de présentation et de validation (Réception définitive)</i>
Exigence de rapports progressifs	<i>N/A</i>
Site des travaux	<p><input checked="" type="checkbox"/> Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), Farcha, rond-point de la francophonie, Avenue Nelson Mandela, B.P. 906 N'Djamena, Tchad</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Sur le terrain auprès des acteurs de la microfinance et du développement local et à N'Djamena</p> <p><input type="checkbox"/> autres</p>
Durée d'exécution prévue	<i>25 jours de travail effectif</i>
Date ciblée pour débiter l'exécution	<i>Début avril 2018</i>

# Programme des Nations Unies pour le développement



Au service  
des peuples  
et des nations

Date limite de fin d'exécution	<i>Début mai 2018</i>			
Voyages prévus	<i>N/A</i>			
Conditions Spéciales de Sécurité	<input type="checkbox"/> <i>Visa de Sécurité des Nations Unies avant le voyage</i> <input type="checkbox"/> <i>Faire la formation de Sécurité « UN's Basic and Advanced Security Training »</i> <input type="checkbox"/> <i>Assurance globale de voyage</i> <input checked="" type="checkbox"/> <i>N/A</i>			
Facilités fournies par PNUD (i.e., à exclure de la proposition financière)	<input type="checkbox"/> <i>Espace et facilités de Bureau</i> <input type="checkbox"/> <i>Transport sur site</i> <input checked="" type="checkbox"/> <i>N/A</i>			
Chronogramme d'Implémentation en indiquant les réalisations partielles et la durée des activités/sous-activités	<input checked="" type="checkbox"/> <i>Exigé</i> <input type="checkbox"/> <i>Non exigé</i>			
Noms et curriculum vitae des individus qui seront impliqués dans l'exécution des services	<input checked="" type="checkbox"/> <i>Exigé</i> <input type="checkbox"/> <i>Non exigé</i>			
Monnaie de la proposition	<input type="checkbox"/> <i>Dollars des Etats unies d'Amérique (DEU)</i> <input type="checkbox"/> <i>Euro</i> <input checked="" type="checkbox"/> <i>Monnaie locale</i>			
Taxe sur la Valeur Ajoutée sur la proposition de prix	<input type="checkbox"/> <i>doit inclure la TVA et autres taxes indirectes applicables</i> <input checked="" type="checkbox"/> <i>doit exclure la TVA et autres taxes indirectes applicables</i>			
Période de Validité de la proposition (A partir de la date limite de dépôt des offres)	<input type="checkbox"/> <i>60 jours</i> <input type="checkbox"/> <i>90 jours</i> <input checked="" type="checkbox"/> <i>120 jours</i> <i>Dans les circonstances exceptionnelles, le PNUD peut demander au soumissionnaire d'étendre la validité de la proposition au-delà de la période initialement indiquée dans cette demande de proposition (RFP). Le soumissionnaire devra, dès lors, confirmer par écrit l'extension sans aucune modification, n'importe laquelle, sur sa proposition.</i>			
Offres partielles	<input checked="" type="checkbox"/> <i>Non admises</i> <input type="checkbox"/> <i>Admises</i>			
Termes de paiement	<i>Réalisations</i>	<i>Pourcentage</i>	<i>Délai</i>	<i>Condition pour effectuer le paiement</i>



Au service  
des peuples  
et des nations

	<i>Avance de démarrage</i>	<i>20%</i>	<i>Dès la signature du contrat</i>	<i>Sur présentation de la facture et d'une caution bancaire au montant équivalent.</i>
	<i>Remise des documents provisoires (rapport provisoire de la mission) par le prestataire et leur validation par le PNUD, après intégration le cas échéant par le prestataire, des observations.</i>	<i>60% du montant total du contrat, déduction faite de la proportion correspondante de l'avance de démarrage</i>	<i>Suivant le plan de travail proposé</i>	<i>Sur présentation de la facture au montant équivalent et évaluation de la performance du prestataire</i>
	<i>Après validation des documents définitifs en atelier</i>	<i>40% du montant total/solde reliquataire du contrat, toutes déductions faites de l'avance de démarrage</i>	<i>Suivant le plan de travail proposé</i>	<i>Dans trente (30) jours à compter de la date où les conditions suivantes sont remplies: Acceptation écrite du PNUD pour la qualité de la réalisation et Réception de la facture du prestataire de service.</i>
Personne(s) à passer en revue /inspecter/ approuver les réalisations/services fournis et autoriser le déboursement du paiement	<i>Le Spécialiste Technique Principal du Programme d'Appui au Développement Local et à la Finance Inclusive au Tchad (PADLFIT) à N'Djamena</i>			
Type du Contrat à signer	<input type="checkbox"/> <i>Bon de Commande</i> <input checked="" type="checkbox"/> <i>Contrat Institutionnel ou professionnel selon le montant du marché</i> <input type="checkbox"/> <i>Contrat pour les Services Professionnels</i> <input type="checkbox"/> <i>Accord à Long-Terme (LTA)(si un LTA sera signé, spécifier le document qui sera utilisé pour commander le service, p. ex., un Bon de Com mande, etc.)</i>			



	<input type="checkbox"/> Autre Type de Contrat
Critères de l'Attribution du Contrat	<input type="checkbox"/> L'offre avec le plus bas prix parmi les offres techniquement qualifiées  <input checked="" type="checkbox"/> Le plus grand score combiné (basé sur une distribution de poids de l'ordre de 70% pour l'offre technique et de 30% pour l'offre financière) <input checked="" type="checkbox"/> Acceptation sans question des Conditions et Termes Généraux du PNUD (CTG). Ceci est un critère mandataire et ne peut pas être annulé peu importe la nature de la prestation sollicitée. La non-acceptation des CTG peut constituer une base pour rejeter la proposition.
Critère de l'évaluation de la proposition	<p><b>Proposition Technique (70%)</b></p> <input checked="" type="checkbox"/> Expertise de l'Entreprise et Structure de Gestion, voir détail dans le formulaire 1 annexe 5. <input checked="" type="checkbox"/> Méthodologie, son adéquation aux Conditions et Chronogramme du Plan d'Implémentation, voir détail dans le formulaire 2 annexe 5 <input checked="" type="checkbox"/> Qualification du Personnel clé, voir détail dans le formulaire 3 annexe 5 <p><b>N.B :</b> seules les offres financières des soumissionnaires techniquement qualifiés (ayant obtenus la moyenne technique <math>\geq 70\%</math>) seront considérées pour la suite de l'évaluation.</p> <p><b>Proposition Financière (30%)</b></p> <p>A être calculé comme un ratio de l'offre financière de la proposition à l'offre financière la plus basse parmi les propositions reçues par le PNUD qui sont techniquement qualifiées.</p>
Le PNUD attribuera le contrat à UNDP:	<input checked="" type="checkbox"/> Un et un seul prestataire de Service. <input type="checkbox"/> Un ou plusieurs fournisseurs de Service, sur base des facteurs suivants:
Annexes à cette RFP	<input checked="" type="checkbox"/> Termes de référence Détaillés (Annexe 2) <input checked="" type="checkbox"/> Formulaire de soumission de la Proposition (Annexe 3) <input checked="" type="checkbox"/> Conditions et Termes Généraux (Annexe 4) <sup>2</sup> <input type="checkbox"/> Autres <sup>3</sup>
Personne de contact pour des demandes de renseignement (Demandes de renseignement écrites uniquement)	Adresse : <a href="mailto:registry.td@undp.org">registry.td@undp.org</a> . Tout retard dans la réponse du PNUD ne pourra pas être utilisé comme une justification pour prolonger la date limite de soumission, à moins que le PNUD détermine qu'une telle prolongation est nécessaire et communique la nouvelle date limite aux soumissionnaires.
Autre Information [prière spécifier]	N/A

<sup>2</sup>Les Fournisseurs de Services sont alertés que la non-acceptation des Conditions et Termes Généraux (CTG) du PNUD peut servir de base pour la disqualification dans ce processus d'achat.

<sup>3</sup>Les TDR plus détaillés peuvent être, additionnellement au contenu de cette RFP, attachés à celle-ci en annexe.



*Au service  
des peuples  
et des nations*

## Annexe2

### Termes de Référence (TDRs)

#### ETUDE DE FAISABILITE DU FONDS DE DEVELOPPEMENT LOCAL (FDL), DU FONDS D'INNOVATION FINANCIERE (FIF) et DU FONDS DE REFINANCEMENT ET DE GARANTIE (FRG)

---

##### 1. Contexte:

Au cours de ces cinq dernières années, le Tchad a connu une amélioration de son indice de développement humain estimé à 0,392 en 2015 tandis que son indice de pauvreté multidimensionnelle (IPM) demeure élevé (62,7% en 2015) avec 67,8% de la population vivant dans une extrême pauvreté multidimensionnelle. Cette pauvreté, qui atteint 87% dans les zones rurales, est caractérisée par le faible développement local, la quasi inexistence d'infrastructures de base adaptées pour la dynamisation du secteur privé et de l'économie locale, le faible accès des populations aux services sociaux de base. Cette population vit dans l'insécurité alimentaire, le chômage et le sous-emploi principalement les femmes et les jeunes dont la quasi-totalité a des difficultés d'accès aux services financiers. Ce faible indice de développement humain place le Tchad à la 185<sup>ème</sup> place sur 188 pays en 2015 et explique la non atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement à l'échéance de 2015.

Les revues annuelles du Programme National de Développement (2013-2015), l'évaluation finale des OMD et les analyses structurelles dans le cadre de la vision 2030 montrent qu'il y a des défis importants suivants à relever : (i) l'amélioration du climat de sécurité et de cohésion sociale ; (ii) le renforcement des systèmes de gouvernance des institutions administratives et républicaines ; (iii) la diversification des sources de création de richesses en vue de réduire la dépendance vis-à-vis du secteur pétrolier ; (iv) la gestion durable de l'environnement ; (v) le développement du capital humain et le renforcement des systèmes de protection sociale.

Ces faibles performances socioéconomiques du Tchad nécessitent la mise en œuvre de stratégie adaptée pour faciliter l'atteinte des objectifs sociaux, économiques et environnementaux du développement durable à l'échéance de 2030. Cela suppose que les causes profondes (les racines), les causes sous-jacentes et les causes immédiates du niveau élevé de pauvreté des populations sont identifiées et que des solutions pertinentes à long, moyen et court termes sont opérationnalisées.

L'inclusion financière et le développement local ont fortement contribué à l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) dans de nombreux pays, notamment en Asie, en aidant des personnes vivant dans l'extrême pauvreté à améliorer progressivement leur situation socio-économique.

C'est dans cette perspective que le Gouvernement du Tchad avec l'appui du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) met en œuvre le Programme d'Appui au Développement Local et à la Finance Inclusive au Tchad (PADLFIT). Son objectif global étant la promotion de l'économie locale et l'amélioration de l'accès aux services financiers pour les ménages vivant dans la pauvreté et l'extrême pauvreté en vue de développer des activités économiques intégratrices (production agro-sylvo-pastorale et halieutique, conservation, transformation, commercialisation, artisanat, petits métiers, micro entreprise, PME/PMI) et créatrices d'emplois à forte valeur ajoutée pour l'amélioration de leurs revenus et leur inclusion sociale.



*Au service  
des peuples  
et des nations*

Le PADLFIT vise à promouvoir le développement économique local et l'accès aux services financiers et non financiers (épargne, crédit, transfert d'argent, assurance, formations) de toute la population, particulièrement des couches défavorisées telles que les femmes et les jeunes habitant dans les localités rurales, enclavées et éloignées, car l'amélioration durable de leurs conditions de vie sur les plans de la sécurité alimentaire, de la santé, de l'éducation, de l'habitat, de l'accès à l'eau potable et à une vie décente protectrice de l'environnement est fortement dépendante de l'amélioration de leurs revenus et de leurs capacités à gérer leurs ressources limitées de manière efficace.

Il ressort des diverses études réalisées dans les secteurs du développement local et de la microfinance que les prestataires de services financiers n'ont pas les ressources nécessaires pour le financement de leurs membres/clients particulièrement les besoins financiers à moyen et long termes des collectivités territoriales décentralisées, des micros, petites et moyennes entreprises (MPME). C'est pour pallier cette situation que le PADLFIT se propose d'appuyer la création et le développement d'un Fonds de Développement Local, d'un Fonds d'Innovation Financière (FIF) et d'un Fonds de Refinancement et de Garantie (FRG) pour assurer progressivement l'inclusion financière et sociale des groupes cibles et de la population dans son ensemble. Le présent appel à proposition vise à recruter un Bureau d'Etudes pour la réalisation de l'étude de faisabilité en vue de la mise en place et de la synergie de ces trois fonds.

## **2. Objectifs de la mission :**

L'objectif général de la mission est de réaliser l'étude de faisabilité et de la synergie du Fonds de Développement Local (FDL), du Fonds d'Innovation Financière (FIF) et du Fonds de Refinancement et de Garantie (FRG) pour le financement des collectivités locales, des prestataires de services financiers, des MPME et des populations.

De manière spécifique, il s'agit de:

- Faire un état des lieux des besoins en financement des collectivités locales, des prestataires de services financiers et des MPME en mettant en exergue les opportunités économiques, les domaines couverts, l'objet, les montants, la durée, les taux, les contraintes, les forces, les faiblesses et les risques par catégorie d'acteurs;
- Décrire les mécanismes de fonctionnement des trois fonds ;
- Elaborer les scénarii pour le développement de synergie et la coordination des trois fonds ;
- Présenter le processus de mise en place (plan d'action opérationnel avec un calendrier précis) des trois fonds ;
- Décrire le cadre de suivi-évaluation et contrôle des trois fonds ;
- Analyser les facteurs de risques avec les mesures d'atténuation des trois fonds;
- Proposer les orientations majeures sur les facteurs clés de succès des trois fonds.

## **3. Résultats attendus**

Au terme de cette mission, les résultats suivants sont attendus :

- Un état des lieux des besoins en financement des collectivités locales, des prestataires de services financiers et des MPME mettant en exergue les opportunités économiques, les domaines couverts, l'objet, les montants, la durée, les taux, les contraintes est fait;



*Au service  
des peuples  
et des nations*

- Les mécanismes de fonctionnement des trois fonds sont décrits ;
- Les scénarii pour le développement de synergie et la coordination des trois fonds sont élaborés
- Le processus de mise en place (plan d'action opérationnel avec un calendrier précis) des trois fonds est présenté ;
- Le cadre de suivi-évaluation et contrôle des trois fonds est décrit ;
- Les facteurs de risques des trois fonds sont analysés avec les mesures d'atténuation ;
- Les orientations majeures sur les facteurs clés de succès des trois fonds sont proposées.

#### **4. Livrables**

Il est attendu du bureau d'Etudes la production de deux livrables :

- Le rapport provisoire de l'étude de faisabilité comprenant les résultats attendus au plus tard six (6) jours après la mission de terrain;
- Le rapport final de l'étude de faisabilité comprenant les résultats attendus au plus tard cinq (5) jours après la réception des projets commentés.

#### **5. Méthodologie**

Pour atteindre les objectifs fixés et obtenir les résultats escomptés, le Bureau d'Etudes devra utiliser une démarche participative et interactive impliquant toutes les parties prenantes (Collectivités locales, banques, EMF, Opérateurs de téléphonie mobile, les assureurs, la CCIAMA, le patronat, les MPME, les associations de producteurs, des consommateurs, d'éleveurs et de pêcheurs, les autorités en charge de promotion et de la supervision du secteur de la microfinance, les ONG et organismes de développement communautaire).

La démarche comprendra une recherche documentaire permettant d'inventorier les meilleures pratiques et les expériences internationales similaires.

Les résultats de cette étude seront validés dans le cadre d'un atelier national qui réunira tous les acteurs des secteurs du développement local et de la microfinance.

#### **6. Durée de la mission**

La mission aura une durée maximale de 25 jours dont 2 pour la préparation de la mission, 16 sur le terrain, 3 pour le traitement et l'analyse des données, 1 pour l'animation de l'atelier de validation, 3 pour l'élaboration et la finalisation du rapport.

#### **7. Qualifications des Bureaux d'Etudes**

La mission sera confiée à un Bureau d'Etudes qui mobilisera une équipe composée de:

- un spécialiste en finance inclusive, chef de mission ;
- un agroéconomiste ;
- un spécialiste en développement local.



Au service  
des peuples  
et des nations

7

## 7.1. Un spécialiste en finance inclusive, chef de mission

<b>Education</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Diplôme universitaire de niveau supérieur (Master, DEA, DESS) en sciences économiques / Banque/Finances /sciences sociales / humaines/ Marketing/ sciences du développement ou discipline apparentée (au minimum BAC +5).</li> </ul>
<b>Expérience</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>5 ans d'expérience dans le domaine de la finance inclusive;</li> <li>Au minimum cinq (5) ans d'expériences internationales dans l'étude de faisabilité des fonds d'appuis institutionnels, de financement et de refinancement;</li> <li>Au moins cinq années d'expériences internationales dans l'élaboration des plans d'affaires en microfinance ;</li> <li>Avoir conduit des missions internationales de mise en place et de développement des établissements de microfinance ;</li> <li>Avoir une bonne connaissance de la réglementation de la COBAC et de l'OHADA ;</li> <li>Posséder de solide expérience internationale dans le financement des petites et moyennes entreprises et des chaînes de valeur.</li> </ul>
<b>Langues requises</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Une excellente maîtrise de la langue française est exigée.</li> </ul>

## 7.2. Un agroéconomiste

<b>Education</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Diplôme universitaire de niveau supérieur (Master, DEA, DESS) en agroéconomie ou discipline apparentée (au minimum BAC +5).</li> </ul>
<b>Expérience</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>5 ans d'expérience internationale dans la finance rurale ;</li> <li>Au minimum cinq (5) ans d'expériences internationales en matière d'évaluation, d'études de faisabilité de mécanismes de financement pérennes;</li> <li>Au moins cinq missions internationales pour le compte des organisations internationales ou des gouvernements ;</li> <li>Avoir une bonne expérience internationale dans l'étude de faisabilité et l'évaluation des projets agro-sylvo-pastoraux et halieutiques ;</li> <li>Avoir une bonne connaissance de la réglementation de l'OHADA sur les coopératives ;</li> <li>Posséder de solide expérience dans le financement des chaînes de valeur.</li> </ul>
<b>Langues requises</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Une excellente maîtrise de la langue française est exigée.</li> </ul>

## 7.3. un spécialiste en développement local

<b>Education</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Diplôme universitaire de niveau Bac + 4 en droit, sciences économiques / Banque/Finances /sciences sociales / humaines/ sciences du développement ou discipline apparentée</li> </ul>
<b>Expérience</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Au minimum 5 ans d'expérience en décentralisation et développement local;</li> </ul>



Au service  
des peuples  
et des nations

	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Une bonne connaissance de l'environnement de la décentralisation et du développement local en Afrique centrale ou occidentale;</li> <li>• Avoir capitalisé une bonne expérience dans l'élaboration des Plans de Développement Local et/ou dans la mobilisation des ressources au profit des collectivités territoriales décentralisées ;</li> <li>• Une bonne compréhension des concepts de l'économie et de la fiscalité au niveau local;</li> <li>• Avoir une connaissance dans les techniques de plaidoyer.</li> </ul>
<b>Langues requises</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Une excellente maîtrise de la langue française est exigée.</li> </ul>

## 8. Documents constitutifs de l'offre :

Pour démontrer ses qualifications, les candidats devront soumettre une offre qui comprendra les documents suivants :

Offre	Documents	Description	Forme
<b>Partie 1 :</b> Offre Technique	Note méthodologique pour l'exécution de la mission attendue	Compréhension de la mission : <b>Méthodologie de mise en œuvre de la mission ;</b> <b>Plan de travail et chronogramme de la mission</b>	Pas de formulaire spécifique
	Curriculum Vitae	Curriculum vitae de chaque consultant	Pas de formulaire spécifique
<b>Partie 2:</b> Offre Financière	Tableau des coûts	Remplir le tableau	Voir Annexe 3

**Les offres incomplètes seront rejetées.**



Au service  
des peuples  
et des nations

## Annexe 3

### FORMULAIRE DE SOUMISSION DE LA PROPOSITION DU FOURNISSEUR DE SERVICE<sup>4</sup>

(Ce formulaire doit être soumis en utilisant uniquement le format de lettre avec entête officielle du Fournisseur de Service<sup>5</sup>)

[Insérer : lieu]

[Insérer : Date]

To: [Insérer : Nom et adresse du point focal du PNUD]

Cher Monsieur/Madame:

Nous, soussigné, offrons par la présente à rendre les services suivants au PNUD conformément aux exigences définies dans la demande de proposition (RFP) qui date du [Spécifier la date], et toutes ses annexes, ainsi que les provisions des Conditions et Termes Généraux du PNUD:

#### A. Qualifications du Fournisseur de Service

*Le Fournisseur de Service doit décrire et expliquer comment et pourquoi il est la meilleure entité qui peut satisfaire aux besoins du PNUD en indiquant les éléments suivants :*

- a) Profile – décrire la nature de ses affaires, domaine d'expertises, licences, certifications, accréditations ;*
- b) Licences d'affaires – Pièces d'enregistrement, Certification de paiement des Taxes, etc. ;*
- c) Derniers états financiers audités– Compte de résultat/revenu et bilan pour indiquer sa stabilité financière, liquidité, solvabilité et sa réputation sur le marché, etc.;*
- d) Expérience professionnelle – liste des clients pour les services similaires à ceux qui sont sollicités par le PNUD, en fournissant la description des tâches contractuelles, la durée des contrats, les valeurs contractuelles, les références de contrat ;*
- e) Certificats et Accréditation – y compris les Certificats de Qualité, les patentes d'enregistrement, les Certificats de Protection de l'Environnement, etc.;*
- f) Une Déclaration Ecrite que l'Entreprise n'est pas sur la liste de la Résolution 1267/1989 du Conseil de Sécurité des Nations Unies, la liste de la Division des Achats des Nations Unies ou Autre liste des Nations Unies des fournisseurs inéligibles.*

#### B. Méthodologie proposée pour la prestation de Services

<sup>4</sup>Ceci serve de guide au Fournisseur de Service dans la préparation de sa proposition.

<sup>5</sup>La Lettre avec entête Officielle doit indiquer les détails de contact (adresses, courriel, numéro de téléphone et fax) pour les motifs de vérification.



Au service  
des peuples  
et des nations

*Le Fournisseur de Service doit décrire comment il répondra aux besoins exprimés dans la demande de proposition (RFP); en fournissant une description détaillée des caractéristiques essentielles de la performance, les conditions de la production des rapports et les mécanismes d'assurance-qualité qui seront mis en place, en démontrant que la méthodologie proposée sera appropriée aux conditions et contextes locaux de travail.*

## C. Qualifications du Personnel Clé

*Si exigé dans la demande de proposition (RFP), le Fournisseur de Service doit fournir :*

- a) Noms et qualifications du personnel clé qui exécutera les services en indiquant qui est le Team Leader, le personnel d'appui, etc.;*
- b) Les CVs démontrant les qualifications doivent être soumis si exigé dans la RFP et;*
- c) Confirmation Ecrite de chacun des membres du personnel à déployer pour sa disponibilité pendant la période d'exécution du contrat.*

## D. Coût Ventilé pour chaque Réalisation\*

	Réalisation	Pourcentage du Coût Total(Portion de Paiement)	Prix (Forfait, Tout Inclus)
1			
2			
3			
4			
	Total	100%	

*\*Ceci devra servir de base pour le paiement des tranches.*

## E. Coût Ventilé par Composante de Coût [Ceci est un exemple seulement]:

Description de l'Activité	Rémunération par Unité de Temps	Total de la Période d'Engagement	Nombre du Personnel	Taux Total
<b>I. Personnel de Services</b>				
1. Services du Bureau Principal				
a. Expertise 1				
b. Expertise 2				
2. Services des Bureaux de Terrains				
a. Expertise 1				
b. Expertise 2				
3. Services à l'Etranger				
a. Expertise 1				
b. Expertise 2				

# Programme des Nations Unies pour le développement



*Au service  
des peuples  
et des nations*

<b>II. Menues des Dépenses</b>				
1. Coût de voyages				
2. Per diem				
3. Communications				
4. Reproduction				
5. Location d'Equipment				
6. Autres				
<b>III. Autres Coûts Associés</b>				

*[Noms et Signature de la Personne Autorisée chez le  
Fournisseur de Service]*

*[Fonction/Titre]*

*[Date]*



*Au service  
des peuples  
et des nations*

## **Annexe 4 : CONDITIONS GENERALES APPLICABLES AUX CONTRATS DE SERVICE DU PNUD (voir document annexé en PDF).**



## Annexe 5

### Critères d'évaluation

	Critères d'évaluation	notation
<b>1</b>	<b>Expertise de l'entreprise et structure de gestion (15 points)</b>	
1.1.	<b>Capacité organisationnelle générale susceptible d'affecter l'exécution</b>	<b>5</b>
1.1.1	Organigramme (répondant à toutes les fonctions nécessaires d'une entreprise exerçant dans ledit domaine).	2
1.1.2	Nombre d'année d'existence opérationnelle, minimum 5 ans	3
1.2	<b>Expertise dans le domaine de l'étude et élaboration de rapports</b>	<b>10</b>
	Expérience générale dans la microfinance	5
	Expérience avérée dans l'étude de faisabilité des fonds en microfinance	5
	<b>Total 1</b>	<b>15</b>
	<b>2. Méthodologie, adéquation aux Conditions et Chronogramme (40 points)</b>	
2.1.	<b>Compréhension de la mission</b> - Description claire des résultats et produits attendus de la mission (5 points) - Une bonne compréhension des mécanismes à mettre en place (5 points)	10
2.2	<b>Méthodologie proposée</b> Qualité et cohérence de la démarche proposée par rapport aux termes de référence	20
2.3	<b>Plan de travail et chronogramme</b> - Qualité du plan de travail (5 points) - Précision et cohérence du chronogramme avec les termes de référence (5 points)	10
	<b>Total 2</b>	<b>40</b>
	<b>1. Qualification du personnel (45 Pts)</b>	
3.1	Qualification et expériences pertinentes du spécialiste en finance inclusive, chef de mission : - Diplôme universitaire de niveau supérieur (Master, DEA, DESS) en sciences économiques / Banque/Finances /sciences sociales / humaines/ Marketing/ sciences du développement ou discipline apparenté (au minimum BAC +5) (2 Pts) - 5 ans d'expérience dans le domaine de la finance inclusive (3 Pts) - Au minimum cinq (5) ans d'expériences internationales dans l'étude de faisabilité d'un établissement de microfinance (2 Pts) - Au moins cinq années d'expériences internationales dans l'élaboration des plans d'affaires des établissements de microfinance (3 Pts) - Avoir conduit des missions internationales de mise en place et de développement des établissements de microfinance (5 Pts) - Avoir une bonne connaissance de la réglementation de la COBAC et de l'OHADA (2 Pts) ; - Posséder de solide expérience internationale dans le financement des petites et moyennes entreprises et des chaînes de valeur (3 Pts).	20
3.2	Qualification et expériences pertinentes de l'agroéconomiste - Diplôme universitaire de niveau supérieur (Master, DEA, DESS) en agroéconomie ou discipline apparenté (au minimum BAC +5) (2 Pts)	15

# Programme des Nations Unies pour le développement



Au service  
des peuples  
et des nations

	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 5 ans d'expérience internationale dans la finance rurale (2 Pts)</li> <li>- Au minimum cinq (5) ans d'expériences internationales en matière d'évaluation, d'études de faisabilité de mécanismes de financement pérennes (2 Pts)</li> <li>- Au moins cinq missions internationales pour le compte des organisations internationales ou des gouvernements (2 Pts)</li> <li>- Avoir une bonne expérience internationale dans le l'étude de faisabilité et l'évaluation des projets agro-sylvo-pastoraux et halieutiques (2 Pts)</li> <li>- Avoir une bonne connaissance de la réglementation de l'OHADA sur les coopératives (2 Pts)</li> <li>- Posséder de solide expérience dans le financement des chaînes de valeur (3 Pts).</li> </ul>	
3.3	<p>Qualification et expériences pertinentes du <b>spécialiste en développement local</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Diplôme universitaire de niveau Bac + 4 en droit, sciences économiques / Banque/Finances /sciences sociales / humaines/ sciences du développement ou discipline apparenté ; (1)</li> <li>- Au minimum 5 ans d'expérience en décentralisation et développement local (1);</li> <li>- Une bonne connaissance de l'environnement de la décentralisation et du développement local en Afrique centrale ou occidentale (2);</li> <li>- Avoir capitalisé une bonne expérience dans l'élaboration des Plans de Développement Local et/ou dans la mobilisation des ressources au profit des collectivités territoriales décentralisées (2) ;</li> <li>- Une bonne compréhension des concepts de l'économie et de la fiscalité au niveau local (2);</li> <li>- Avoir une connaissance dans les techniques de plaidoyer (2).</li> </ul>	10
	<b>Total 3</b>	<b>45</b>
	<b>Total 1+2+3</b>	<b>100</b>